

Pour diffusion immédiate

Le Secrétariat particulier de l'ancien Premier Ministre Laurent Lamothe rejette de façon catégorique les conclusions générales hâtives et les extrapolations abusives du rapport de la commission sénatoriale spéciale chargée d'approfondir l'enquête sur l'utilisation des fonds PetroCaribe, dirigée par le Sénateur Evalière Beauplan.

Alors qu'aucune preuve irréfutable n'ait été avancée pour justifier les allégations gratuites contenues dans ce document, le Secrétariat particulier constate avec une grande stupéfaction la désinvolture avec laquelle ladite commission a mené son travail en faisant totalement fi des principes d'éthique et d'impartialité qui devraient caractériser une telle démarche. Le Secrétariat dénonce donc le caractère foncièrement subjectif et particulièrement préjudiciable de ce "rapport d'enquête".

Le Secrétariat particulier condamne avec la plus grande véhémence la manipulation avérée et la calomnie des rédacteurs du document qui se sont évertués à construire une vaste machination dont l'objectif premier est de ternir la réputation des anciens hauts fonctionnaires de l'Etat mis en cause. Le Secrétariat ne peut pas accepter que l'on fabrique des "faits", que l'on monte des "cas" de toute pièce et que l'on fomenté de fausses allégations avec des motivations politiques obscures.

En effet, les trois principaux chefs d'accusation relayés par ledit rapport contre l'ancien Premier Ministre Laurent Lamothe n'ont fait l'objet d'aucune vérification rigoureuse, prouvant ainsi la négligence voire la mauvaise foi des rédacteurs du document. Tout ceci porte l'ancien Chef de Gouvernement à questionner les véritables motivations de cet exercice qui constitue une fois de plus un prétexte fallacieux pour acculer des citoyens qui ont servi leur pays dans le contexte difficile de l'après-séisme de 2010 en tentant de ternir leur image et d'occulter leurs réalisations.

Le Secrétariat particulier est disposé à confronter les données et passer en revue chaque mensonge avéré évoqué dans le cadre de ce rapport. L'ancien Chef de Gouvernement demeure inmanquablement attaché au principe républicain de reddition de comptes et est déterminé à faire luire la vérité dans le cadre de ce dossier.